

Comment comprendre la géopolitique de la Russie, de l'Eurasie postsoviétique et de l'Europe ? Entretien avec J.-S. Mongrenier

mercredi 9 décembre 2020, par [Jean-Sylvestre MONGRENIER](#), [Pierre VERLUISE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Jean-Sylvestre MONGRENIER](#), [Pierre VERLUISE](#), **Comment comprendre la géopolitique de la Russie, de l'Eurasie postsoviétique et de l'Europe ? Entretien avec J.-S. Mongrenier**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 9 décembre 2020.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Avec un mélange remarquable de puissance intellectuelle et de générosité du partage de la connaissance, Jean-Sylvestre Mongrenier brosse un tableau à la fois profond et clair de la Russie, de l'Eurasie et de l'Europe. Il répond aux questions de Pierre Verluise pour le *Diploweb.com*.

J.-S. Mongrenier publie deux ouvrages que le *Diploweb.com* recommande chaleureusement : « *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* » éd. PUF, 2020 ; et « *Géopolitique de l'Europe* », QSJ n°4177, éd. Humensis, 2020.

*

Pierre Verluise (P. V.) : J'ai pensé au maître ouvrage de Jacques Rossi, *Manuel du Goulag. Dictionnaire historique* (éd. Le Cherche Midi, 1997) en lisant un de vos nouveaux livres : *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020). Ces deux ouvrages sont des sommes très riches, mais sont bien sûr différents par leur objet et leur période. Quel est le projet intellectuel qui porte votre livre, fort de 550 entrées, très probablement construit sur des années de recherche ?

Jean-Sylvestre Mongrenier (J.-S. M.) : Votre question met l'accent sur le fait qu'il n'y a pas de réflexion et de travail intellectuel sans projet, et donc sans « intention de démonstration » (Georges Canguilhem), plus encore lorsqu'ils s'inscrivent dans la durée. Pour mettre ce travail en perspective, il importe tout d'abord de savoir que l'intérêt que je porte à la Russie n'est pas premier (originel). Il « dérive » d'un travail de recherche sur la question de la défense de l'Europe : la rénovation et la « transformation » de l'OTAN dans l'après-Guerre Froide et le projet, toujours en chantier, d'une défense européenne. Menée sous la direction de Madame Béatrice Giblin, à l'IFG (Institut Français de Géopolitique, Paris VIII), une thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne » m'avait conduit à intégrer la Russie et l'espace post-soviétique dans le champ de mon analyse : l'élargissement de l'OTAN et son partenariat avec la Russie ; le partenariat UE-Russie ; le jeu des relations bilatérales avec la Russie et les autres Etats successeurs de l'URSS ; la géopolitique des « tubes » aussi (oléoducs et gazoducs). Fondateur de l'« Ecole française de géopolitique » et président du jury de cette thèse, Yves Lacoste accordait un grand intérêt aux questions russes. Pour en terminer avec cette brève rétrospective, il me faut mentionner également l'influence d'un ami et condisciple, Cyrille Gloaguen, auteur d'une thèse sur « Le monde militaire russe », soutenue la même année. Nos longues conversations, échanges intellectuels et discussions auront aiguisé un intérêt croissant pour la Russie et l'Eurasie post-soviétique. Je dois confesser combien je lui suis redevable. Sa connaissance en profondeur de la Russie, sur le plan militaire, stratégique et géopolitique, m'a « dénié ». Souvenons-nous des espoirs investis en 2001 dans une nouvelle « grande alliance » contre l'islamisme et le terrorisme ! Cyrille Gloaguen avait quant à lui le recul nécessaire pour éviter tout emballement. Toujours est-il qu'à l'issue de ce travail de thèse, j'avais insensiblement amorcé un « *Drang nach Osten* ».

Par la suite, Jean-Pierre Renard, Professeur de géographie (j'ai suivi ses cours à l'Université d'Amiens, avant qu'il ne rejoigne l'Université de Lille) et vice-président de l'Université d'Artois

(Arras), membre de mon jury de thèse, s'est souvenu de la place accordée à la Russie dans cette thèse. Aussi m'a-t-il gentiment confié un cours sur la géographie et la géopolitique de la Russie, cours destiné aux étudiants préparant le CAPES et l'Agrégation de géographie. L'exercice m'a conduit à tout à la fois approfondir et élargir mon approche de la Russie. Surtout, le fait de penser et concevoir des cours sur la Russie, avec à chaque séance une problématique et un plan détaillé, a nécessité l'élaboration d'hypothèses de travail, révisées au fil des heures de cours. A la même époque, l'Institut Thomas More, dirigé par Jean-Thomas Lesueur, a obtenu un contrat de recherche sur le thème de « la politique de défense de la Russie après Poutine » (!). Mené sous l'impulsion de Laurent Vinatier, ce travail de recherche a débouché sur un ouvrage, publié aux éditions Unicomm. D'une certaine manière, en passant de la logique d'un professeur, auteur d'un cours sur la Russie, à celle d'un chercheur explorant un domaine qui, initialement, n'était pas le sien, je me suis enhardi. J'ai ensuite publié de nombreux articles, notes et études sur la Russie, ou en rapport avec ce pays, notamment dans le cadre de l'Institut Thomas More.

Il me faut payer ma dette à l'égard de ce « *think tank* », de son président, Christian Boon Falleur, de Charles Millon et de Philippe Maze-Sencier, membres du Conseil d'administration. Aussi et surtout de Jean-Thomas Lesueur, délégué général de l'Institut Thomas More. Bien que je ne sois pas un slaviste de formation, ce qui constitue un handicap dans le petit monde des experts de la Russie, il a fait confiance à mes intuitions géopolitiques, aux analyses et prises de positions qui en découlent. S'ajoutent au travail réalisé au sein de l'Institut Thomas More un livre sur la Russie comme menace, publié aux éditions Choiseul, et un opuscule sur la géopolitique russe des hydrocarbures, aux presses de l'Université de Louvain (Louvain-la-Neuve). Par ailleurs, Madame Béatrice Giblin, directrice de la revue *Hérodote* (*Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*), m'a également demandé des contributions sur la Russie ou en rapport avec ce pays, au-delà des questions « OTAN » et « Europe de la Défense ».

Cet exercice d'égo-histoire ne me détourne pas de votre question. Le présent dictionnaire géopolitique de la Russie et de l'Eurasie s'inscrit bien dans un projet intellectuel. Ce ne sont pas seulement des opportunités et des engrenages qui m'ont conduit vers la Russie. Initialement, j'avais de ce pays une vision très « française » et conservatrice en quelque sorte. J'entends par là un préjugé favorable qui, peu ou prou, découlait de l'idée d'une « Sainte Russie » (je songe ici aux écrits d'Alain Besançon, à qui je dédie ce dictionnaire). Au cours de mon travail de thèse, les conversations avec Cyrille Gloaguen ainsi que les nombreux entretiens réalisés dans ce cadre, avec des diplomates, des militaires et des experts de différents pays, avaient ébranlé cette « conscience naïve » de la Russie. A travers les articles qui ont suivi, je me suis employé à « tester » mes hypothèses, à les confronter aux faits ainsi qu'aux dynamiques géopolitiques.

L'expérience, l'approfondissement de mes connaissances, de nombreuses conversations avec Françoise Thom (elle me fait l'honneur d'une préface) et le cours des événements m'ont conduit à réviser mon hypothèse première : une Russie dont le destin serait lié à l'Europe, les déconvenues s'expliquant par le poids de l'héritage historique (voir la thèse du « malheur russe »), mais ne compromettant en rien cette perspective. Formulée dans un premier ouvrage (« *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* », Choiseul, 2010), **la thèse qui sous-tend le présent dictionnaire est celle d'une « Russie-Eurasie » dont les dirigeants sont animés par une passion anti-occidentale** ; une puissance révisionniste qui développe des alliances au sein de

la « Grande Asie » (du Moyen-Orient à l'océan Pacifique) et qui vise la reconstitution de tout ou partie de l'espace autrefois soviétique ; une puissance certes handicapée à bien des égards (voir le thème de la « puissance pauvre »), mais qui doit être prise au sérieux. La thèse que je soutiens et l'« image globale » de la Russie qui s'en dégage sont exposées dans l'introduction du « *Monde vu de Russie* ». Le texte et l'édition de l'ouvrage ont bénéficié de la lecture de Paul Garapon et du travail de ses collaborateurs, dont Corinne Decalonne, France Courbier et Hélène Ullmann. La collaboration est « fluide », comme l'on dit désormais. Il en est allé de même avec Julien Brocard et Thaïs Raulot-Courtois pour le Que-sais-je sur la « *Géopolitique de l'Europe* ». Que souhaiter de plus ? Je les en remercie.

P. V. : Pour comprendre la Russie et l'Eurasie post-soviétique d'aujourd'hui quels sont les concepts marqueurs de votre grille d'analyse ?

J.-S. M. : Au préalable, j'ajouterais une ultime précision à la démarche intellectuelle dont ce livre est le produit. Le travail de recherche sur [la Russie](#) et l'Eurasie post-soviétique, le suivi parfois millimétrique d'un certain nombre de questions, l'ampleur de la matière et la multiplication des dossiers et sous-dossiers m'ont convaincu de la nécessité d'écrire un lexique, destiné à mon propre usage. L'idée directrice était de clarifier les questions abordées. Pour ce faire, l'écriture devait suivre la lecture et la prise de notes. D'autre part, il s'agissait de gagner en efficacité et de ne plus être contraint de chercher les notes et les articles rangés dans de multiples dossiers dont les thèmes se chevauchaient. Ainsi **nombre d'entrées et d'articles sont-ils conçus comme des synthèses, à des fins pratiques**. Dans un premier temps, ce travail a porté sur les noms des différents « tubes » ([oléoducs et gazoducs](#)), [construits ou en projet dans l'espace euro-asiatique](#), avec l'indication des caractéristiques de ces infrastructures (points de départ et d'arrivée, longueur et capacité de transport, corridors et voies de passage, enjeux géopolitiques, etc.). De fait, la géopolitique de l'énergie est particulièrement complexe et il fallait donc opérer un travail de clarification. Dans l'opuscule publié aux éditions de l'Université de Louvain, écrit à la suite d'un séminaire mené *in situ*, j'ai intégré des éléments de ce lexique (oléoducs, gazoducs, organisations internationales). Ce fut donc le point de départ d'un ouvrage qui est progressivement monté en puissance, l'écriture d'une entrée suscitant bien souvent celle d'une autre entrée. Ce type de travail peut tourner à la maniaquerie. Saisi par l'orgueil intellectuel, l'esprit prétend pouvoir tout mettre en fiches. L'écriture parallèle d'articles et de synthèses plus amples doit préserver l'auteur des délices et poisons de la raison analytique. Cela dit, ce travail de bénédictin est fort utile et précieux, pour son auteur en premier lieu.



Tout cela pour dire que les nombreuses entrées de ce dictionnaire couvrent bien des thèmes et des sujets. [La géopolitique n'étant jamais qu'une « géographie fondamentale » \(Yves Lacoste\)](#), celle qu'Hérodote inaugura au lendemain des guerres médiques (Ve siècle av. J.-C.), **j'accorde une grande importance aux entrées qui portent sur des lieux et des espaces à caractère stratégique ou de haute valeur géopolitique** : les mers (Baltique, mer Noire, mer Caspienne et bien d'autres) et les océans, les montagnes (Oural, Caucase), les fleuves (Volga par exemple), de vastes espaces (Sibérie, Extrême-Orient russe), et de grandes régions du monde (Moyen-Orient, Asie, Eurasie, etc.), ainsi que la géographie cardinale (Orient, Occident) qui ouvre sur des conceptions du monde. La géographie du sacré est également abordée (« Lieux saints »). Des villes russes - Moscou et Saint-Pétersbourg, mais aussi des villes portuaires -, sont traitées. Les capitales et métropoles occidentales, dont les noms sont mis en évidence par un certain nombre de faits et de méfaits, apparaissent (Londres/Londongrad, Vienne, Berlin, Paris, etc.). Les principaux « sujets » de la Fédération de Russie ont droit à leur entrée, ce qui permet d'approfondir la connaissance de la géopolitique intérieure de ce pays-continent. Le système politique russe et les rapports de pouvoir sont traités de différentes manières : partis, figures et contre-figures politiques, catégories de la science politique, comme celle d'« autoritarisme patrimonial », catégories spécifiques au système russe, à l'instar de « siloviki ». Nombre d'entrées portent également sur des personnages historiques, depuis Ivan le Terrible jusqu'à Lénine et Staline. D'une manière générale, l'histoire est largement prise en considération : la connaissance historique est essentielle à la compréhension des représentations géopolitiques, *i.e.* de la vue-du-monde des dirigeants russes. L'« école française de géopolitique » insiste sur lesdites représentations, autrement plus importantes que des concepts censés exprimer de prétendues lois du monde (voir « Heartland » ou « Rimland », par exemple).

Parmi ces multiples entrées, j'accorde une grande importance aux concepts, idées et courants idéologiques qui expriment ou constituent la vue-du-monde des dirigeants russes. **Défions-nous d'une théorie dite « réaliste » des relations internationales** qui réduit l'univers stratégique à une sorte de mécanique newtonienne (une succession d'oscillations et de reconfiguration en fonction des champs de force) : la considération de l'ossature et du système nerveux ne suffit pas ; **le sang, la chair et les rythmes respiratoires, l'historicité du sujet, constituent autant de données essentielles à la compréhension des rapports de force et dynamiques géopolitiques.** De même, une « *Realpolitik* » centrée sur les seuls rapports de forces matériels, si elle est en phase avec le sens commun, n'est pas totalement satisfaisante. En d'autres termes, **les idées comptent et elles ont des conséquences** (voir Richard Weaver : « *Ideas have consequences* »). Les confrontations géopolitiques sont aussi des heurts entre valeurs et systèmes de valeurs (voir la « guerre des dieux » de Max Weber). Aussi les courants slavophiles et occidentalistes, l'eurasisme et le néo-eurasisme, leurs représentants intellectuels ou les idéologues qui les propagent, sont-ils l'objet de nombreuses entrées. Dostoïevski et le panslavisme ne sont pas omis. Ce dictionnaire couvrant l'ensemble de l'Eurasie, le panturquisme, le néo-ottomanisme, le pantouranisme ou encore le panislamisme sont traités. A la suite d'une question informelle posée par un collègue, Jean-Luc Martinet, professeur de lettres en CPGE, j'ai écrit une entrée sur le « panmongolisme ». Je le remercie d'avoir appelé mon attention sur ce courant littéraire, sous-tendu par les événements historiques du XXe siècle naissant. Nombreuses aussi sont les entrées relatives au christianisme, à l'orthodoxie, aux différents patriarcats et rivalités qui les opposent, voire à la théologie politique (la « Troisième Rome » du moine Philotée). L'islam, le judaïsme et le bouddhisme, le fait religieux en général sont pris en compte. En substance, André Malraux

n'explique-t-il pas qu'une civilisation est constituée de tout ce qui s'est agrégé autour d'une religion ? La géopolitique ne saurait faire l'impasse sur la théopolitique, les aires culturelles et la géographie des civilisations.

Pour en terminer avec ce passage en revue des différentes entrées, précisons que **chaque Etat issu de la dislocation de l'URSS fait l'objet d'une synthèse**. Quant aux autres Etats et régions du monde, nombre d'entre eux sont abordés à travers des **dyades géopolitiques** : Russie/Allemagne, Russie/France, Russie/Pologne, Russie/Etats-Unis, etc. Etudiée parallèlement aux [relations franco-russes](#) (abordées sous différents angles dans plusieurs entrées), la question des rapports germano-russes a été l'occasion d'échanges avec une collègue germaniste, Pascale Van Praet, rattachée à l'Université de Caen. D'autre part, **les organisations internationales auxquelles participe la Russie** (« Union eurasiennne », « Organisation de coopération de Shanghai » et diverses organisations à vocation universelle), ainsi que les alliances et contre-alliances (OTAN, OTSC) ne sont pas omises. Les étudiants en histoire et en géographie (spécialité « géopolitique » ou non), ceux qui suivent un cursus de relations internationales, devraient trouver l'usage d'un tel dictionnaire. D'autant plus que l'ampleur des thèmes traités - dans l'introduction comme dans le nombre et la variété des entrées -, ouvre la voie à une compréhension de la géopolitique mondiale, des rapports de force internationaux et des rivalités de puissance.

Pour le professeur comme pour le chercheur, l'intérêt réside dans le fait de gagner du temps et de pouvoir prendre des « raccourcis » précieux pour se consacrer ensuite à ses propres axes et thèmes de recherche. J'ose espérer que ce dictionnaire leur sera utile. Les journalistes qui traitent les questions géopolitiques pourraient également en faire un utile usage ; nos domaines d'activité se recoupent. Enfin, l'« honnête homme » y trouvera de nombreux éclaircissements et des précisions sur des lieux, des noms, des conflits qui reviennent régulièrement dans l'actualité internationale. La multiplication des entrées et des points de vue permet de varier les angles d'approche et les perspectives. Bien des questions sont ainsi traitées. Le champ couvert étant celui de l'Eurasie, nombre d'entrées concernent [la Chine](#) (« Russie/Chine populaire » ; « Sin-Kiang/Xinjiang » ; « Ouïghours », « *Belt road initiative* » ainsi que des variantes sur les routes de la soie, anciennes et nouvelles, etc.).

P. V. : Quelles sont les idées fausses sur la Russie et l'Eurasie post-soviétique que votre recherche vous a conduit à déconstruire ?

J.-S. M. : Je conserve à l'esprit l'exhortation qui suit : « Il faut déconstruire les déconstructeurs », et me garde donc de vouloir d'emblée « déconstruire ». A tort ou à raison, je vois dans la « déconstruction » une forme d'hypercriticisme ou encore une entreprise de destruction à laquelle, inévitablement, pas grand-chose ne résiste. La « déconstruction » n'est peut-être que le préjugé de notre temps. Pour ma part, j'étudie chaque idée avec un préjugé plutôt favorable, afin de la comprendre de l'intérieur, d'en saisir la logique profonde. Il importe dans un premier temps de se laisser séduire par l'idée, d'épouser sa dynamique afin de voir où elle vous porte, d'entrevoir ses implications. Vient ensuite le mouvement de recul, la mise à distance de l'idée. Je la passe au crible, ce qui renvoie à l'étymologie du terme de « critique ». Je teste sa cohérence, cherche à la réfuter, à saisir ses tenants et aboutissants.

Tout cela pour dire que la « russophobie », une accusation parfois maniée par ceux-là mêmes qui s'insurgent (à raison) contre le terme d'« islamophobie », n'est certainement pas au centre

de ce travail. J'insiste sur le fait que je suis parti de préjugés, de convictions et d'hypothèses favorables à la Russie. Et je me félicite de m'être laissé « embarquer » vers un tel terrain de recherches, tant il est vaste, riche et pluridimensionnel. De surcroît, les initiatives et manœuvres constantes du pouvoir russe interdisent de céder à la routine : « Vingt fois remettre l'ouvrage sur le métier » (à tout le moins).

A l'épreuve de la critique, **l'idée qui se révèle fausse est notamment celle d'une « Sainte Russie », conservatoire du Christianisme et de la Tradition, censée constituer le noyau d'un nouveau commencement pour l'Europe.** En l'occurrence, je ne fais que marcher dans les pas d'Alain Besançon et de Françoise Thom. Je rappelle qu'il s'agissait là, peu ou prou, de mon hypothèse de départ, de ma conviction première quant à la nature profonde de la Russie post-soviétique : une « Sainte Russie » qui ouvrirait de nouvelles perspectives à la « Vieille Europe ». Le néo-eurasisme, en partie instrumentalisé par le Kremlin pour « habiller » sa politique étrangère, n'est par ailleurs guère convaincant. Il s'agit là d'un *patchwork* idéologique sans grande cohérence qui prend parfois des allures délirantes. Je le distinguerai cependant de l'eurasisme « première manière » qui, à mon sens, exprime bien une partie de l'histoire, de la géographie et de la géopolitique russe, notamment l'importance du monde des steppes (voir les entrées « Steppe » et « Turkestan »). A la différence du néo-eurasisme, j'y vois une vision du monde élaborée, une conception du monde, ce que la langue allemande nomme une « *Weltanschauung* ». L'eurasisme a une vraie portée heuristique ; la connaissance de cette conception du monde doit être approfondie. Au vrai, Marlène Laruelle a beaucoup écrit sur la question.

Une autre idée fausse, en droite ligne de la précédente : celle de la Russie comme Etat chrétien, menant une politique chrétienne. Passons sur le fait qu'il est tout de même étonnant de voir le personnel politique russe, majoritairement issu de l'ancienne nomenklatura soviétique et des « structures de forces » (les « siloviki »), se découvrir religieux, voire dévot. Le pouvoir russe semble considérer l'Eglise comme un appareil idéologique d'Etat dont la fonction serait de lui fournir une « formule politique », politico-religieuse en l'occurrence. On ne saurait s'étonner cependant que le comportement concret de ces dirigeants ne soit pas des plus exemplaires, du point de vue religieux et moral : « La perfection évangélique ne conduit pas à l'Empire ». Il reste que la politique étrangère russe n'est pas guidée par l'idée d'une quelconque solidarité chrétienne, fût-elle vague. Sait-on suffisamment que la Russie a obtenu un statut d'observateur au sein de l'OCI (Organisation de la Coopération Islamique) ? Pour ce faire, **Vladimir Poutine et Sergueï Lavrov ont publiquement présenté la Russie comme un pays de civilisation musulmane.** Ce point est traité à l'entrée « OCI ». Il importe de lire ou relire les discours prononcés par l'un et l'autre (j'en cite quelques extraits). Leur teneur est fort éloignée des [images projetées par certains sur la Russie](#).

Le seul examen de la politique russe dans le Caucase du Sud montre bien l'ambiguïté du pouvoir dans ces questions. D'aucuns pensaient que Moscou, dans la toute récente guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie (27 septembre-9 novembre 2020), prendrait naturellement le parti de cette dernière, au nom de la solidarité entre nations chrétiennes. En fait, Vladimir Poutine a instrumentalisé l'offensive des forces armées de Bakou (soutenues par la Turquie) afin d'affaiblir le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, et pour finalement déployer des troupes russes au Haut-Karabakh, sur le territoire de l'Azerbaïdjan. Le Kremlin dispose ainsi d'un levier de pouvoir sur cet Etat (la poussière de la guerre retombée, certains déchantent à Bakou). En somme, **Vladimir Poutine a renforcé les positions russes dans le Caucase du**

Sud, sans se laisser émouvoir par le sort des Arméniens qui ont perdu les territoires conquis au début des années 1990. De son point de vue, l'essentiel est que des militaires russes soient déployés sur le territoire de chaque Etat sud-caucasien : la Géorgie (Abkhazie, Ossétie du Sud), l'Arménie (base de Gumri), l'Azerbaïdjan (Haut-Karabakh). Et les pro-Russes de France et de Navarre de crier haro sur Recep T. Erdogan et la Turquie, en détournant les yeux de l'étroite relation entre Moscou et Bakou ou encore de la réalité d'un partenariat russo-turc, certes instable (voir *infra*).

P. V. : L'une de vos entrées de *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie post-soviétique* (PUF, 2020) porte sur l'Alliance franco-russe, une autre sur les relations Russie/France. Comment comprenez-vous la démarche engagée par E. Macron voici plus d'un an pour construire une nouvelle architecture de sécurité en Europe, avec la Russie ? Quel bilan ?

J.-S. M. : Ces deux entrées conduisent à une troisième : « Atlantique (de l'Atlantique à l'Oural) ». Beaucoup s'imaginent en France qu'il s'agit d'une expression forgée par Charles De Gaulle, résumant à la fois la réalité profonde d'une Russie européenne et l'étroitesse historique des relations franco-russes. D'une part, cette définition de l'Europe, comme espace étendu de l'Atlantique à l'Oural, a été posée au XVIIIe siècle par Tatitchev, le géographe de Pierre le Grand. A cette époque, l'Empire russe s'étendait déjà bien au-delà de l'Oural, jusqu'à l'océan Pacifique, ce que Tatitchev n'ignorait évidemment pas. L'expression visait à poser Pierre le Grand en égal des souverains d'Europe occidentale, eux-mêmes à la tête d'empires ultramarins. Ainsi le tsar russe régnait-il sur une pluralité de Russies, la Sibérie et l'Extrême-Orient constituant le substitut aux territoires d'outre-mer conquis par les monarchies occidentales. L'expression n'a donc rien à voir avec l'idée d'une solidarité européenne naturelle - historique, culturelle et religieuse -, depuis les confins atlantiques jusqu'à l'Oural. Tout en jouant sur le registre « Poutine-Pouchkine » et en invoquant les mânes de Dostoïevski (panslaviste à ses heures !), le Président français y est pourtant allé de l'habituelle ritournelle : « L'Europe, de l'Atlantique à l'Oural ». Son homologue russe a pris un malin plaisir à le contrarier, en invoquant une Europe s'étirant de Lisbonne à Vladivostok (le dictionnaire comprend une entrée sur ce thème). Bien que Moscou martèle ce thème depuis 2011, le Président français a semblé surpris avant de la reprendre à son compte (voir son discours aux ambassadeurs et divers propos tenus en 2019).

En vérité, Emmanuel Macron n'est pas le premier Président français à exalter de manière lyrique l'amitié franco-russe, pensant pouvoir réussir là où ses prédécesseurs ont échoué. **C'est un véritable *pattern*** . L'examen de la politique « russe » de De Gaulle met déjà en évidence l'échec de cette politique qui n'a en rien anticipé la fin de la Guerre froide. A ce propos, De Gaulle pensait que l'Extrême-Orient russe et une grande partie de la Sibérie, inéluctablement, reviendraient un jour à la Chine. Et il est vrai que l'hypothèse hardie d'une Russie réduite à la Moscovie du XVIe siècle changerait la donne. Cette précision historique sur le discours gaulliste devrait être rappelée à ces émissaires russes qui croient aisément charmer les Français en invoquant les mânes du Général. Quant au thème de l'éternelle amitié entre la France et la Russie, elle laisse dubitatif. Certes, l'alliance franco-russe de 1893 a eu son importance, mais a charrié beaucoup d'illusions (le « rouleau compresseur russe »). Elle a coûté cher aux épargnants français (l'emprunt russe) et la France s'est retrouvée arrimée à la politique balkanique de son allié. L'alliance franco-russe et la Triple Entente prennent fin avec le coup de force d'octobre 1917, la paix séparée avec les Centraux (Brest-Litovsk, 3 mars 1918)

et la répudiation des dettes contractées par le régime tsariste. Notons que les faux espoirs investis dans l'alliance russe avaient été pointés par Jacques Bainville. A l'exception de cette période qui court de 1893 à 1917, peut-on véritablement parler d'amitié, même dans la seule acception politique du terme, entre la France et la Russie ? De la rhétorique, des effets de manche, des jeux diplomatiques consistant à utiliser la « Russie-Soviétie » comme levier, « oui-da », mais guère plus. Enfin, rappelons **qu'en juin 1940, lorsque la France fut défaite par l'Allemagne hitlérienne, Moscou envoya un télégramme de félicitations à Berlin. Les totalitarismes rouge et brun étaient alors alliés** (Pacte germano-soviétique du 23 août 1939 ; traité d'amitié et de coopération du 28 septembre 1939).

Tout cela pour dire qu'Emmanuel Macron - en prétendant renverser la table et jouer les « disrupteurs », et renouer un « dialogue » (socratique ?) avec la Russie -, ne faisait que céder au *pattern* français évoqué plus haut. Et ce au mépris de l'histoire réelle, tant invoquée pourtant lorsqu'est abordée la question des rapports franco-russes. Divers arguments ont été avancés pour justifier cette main tendue à la Russie, ce revirement politique annoncé sans consultation préalable avec l'Allemagne ou d'autres partenaires et alliés européens (une drôle d'Europe que celle d'Emmanuel Macron). **Un sophisme revient : la Russie constitue un problème, donc elle est une partie de la solution.** Un argument purement logique suit, faisant fi du comportement effectif de la Russie, argument doublé d'une « expectative » : la Russie, grandement affaiblie à terme, risque de devenir la vassale de la Chine ; elle se tournera donc vers l'Europe. *In fine*, un argument d'autorité est martelé : « Je ne suis pas naïf » (répété, il sème le doute). De prime abord, on peut penser qu'un homme politique qui l'a emporté au terme d'une campagne éclair ne doit pas être particulièrement naïf : la politique est une arène de grands fauves. Pourtant, la rudesse et le cynisme de la praxis n'excluent pas les croyances fausses, les erreurs de perception, voire les illusions (les grands « fracasseurs d'illusions » n'y échappent pas).

En dernière analyse, « nous ne voyons jamais les choses telles qu'elles sont, nous les voyons telles que nous sommes » (Anaïs Nin). Et il n'est pas sûr qu'une génération d'hommes politiques ayant grandi dans une société post-moderne, i.e. un carnaval permanent dans lequel la politique est transformée en spectacle, saisisse d'emblée la brutalité de sociétés prémodernes, enclines au culte de la puissance (la *Derjavnost*) ainsi qu'à des formes sauvages de politique : la compétition électorale, fût-elle rude, n'est pas la guerre ou la lutte de tous contre tous. **Pour ma part, je crois discerner dans la tentative d'Emmanuel Macron une certaine présomption, mais également le produit d'une contrariété, sa politique allemande et européenne ayant échoué** (il fallait chercher à reprendre l'initiative en passant par-dessus Berlin). Sur la question des rapports franco-allemands et du facteur « Russie-Soviétie », il importe décidément de lire ou relire Georges-Henri Soutou (*L'Alliance incertaine*, Fayard, 1996). Il faudrait également s'interroger sur les objectifs intérieurs de cette politique russe. S'agissait-il de se poser en homme fort, capable de négocier et dialoguer avec Vladimir Poutine, le « Père Fouettard » d'une partie de la droite française ? voire d'explorer de possibles soutiens politiques de ce côté-ci, en se drapant dans un fallacieux gaullo-mitterrandisme ? A l'examen des faits, le Président français aime se mettre en scène en pratiquant une diplomatie de la rhétorique qui laisse dubitatif, sans hésiter à interpellier parfois maladroitement ses homologues (Donald Trump n'a pas le monopole de la diplomatie du tweet). Quant au bilan de cette main tendue en direction de Vladimir Poutine - elle a probablement suscité le mépris de ce dernier -, il tient en un mot : « rien ». *Fatalitas* !

P. V. : Vous publiez également une « Géopolitique de l'Europe », QSJ n°4177, éd. Humensis. Son chapitre III est intitulé « Défis, menaces et réponses : les échelles de la puissance. » La Russie-Eurasie est-elle un point d'appui pour la paix ou, au contraire, une possible menace étatique à l'Est de l'UE ?

J.-S. M. : Dans ledit chapitre de ce « manuel » (au sens d'Epictète), la Russie-Eurasie est campée comme une menace pour l'Europe. Son président et de nombreux politiques russes ne cessent de dire ce qu'ils veulent : renverser l'ordre international instauré après 1945, étendu à l'Europe centrale et orientale après la Guerre froide. La politique révisionniste de la Russie et le rattachement de territoires par la force armée, au détriment de la Géorgie et de l'Ukraine, menacent de faire basculer à nouveau l'Europe dans une ère géopolitique darwinienne. D'aucuns voient en la politique internationale une sorte de jeu intellectuel dans lequel de nouvelles alliances et configurations pourraient être expérimentées : après l'Union européenne, une « Grande Europe », structurée par un « axe Paris-Berlin-Moscou » ? Le plus probable serait en fait que le « chacun pour soi » aboutisse à une fragmentation de l'Europe, alors privée des deux piliers qui assurent l'unité politique de cet espace : l'Union européenne et l'OTAN. Et il est à craindre que cela ne se fasse pas sans guerres, possiblement exponentielles. Après deux guerres mondiales qui ont mis à bas la primauté historique de l'Europe, en tant qu'« économie-monde » et centre géographique de la politique mondiale, il se pourrait que de nouvelles guerres sonnent la fin définitive d'une longue hégémonie occidentale, assumée par les Etats-Unis depuis la fin du second conflit mondial. D'une certaine manière, une Europe diminuée et fragmentée redeviendrait un petit cap de l'Eurasie, comme l'Occident médiéval, avant l'An Mil et du premier désenclavement géographique (les fameuses Croisades).

J'insiste sur le fait que la Géorgie - militairement agressée en août 2008, après avoir cédé aux provocations russes -, ou encore l'Ukraine - amputée de la Crimée et d'une partie du Donbass depuis 2014 -, ne sont pas de lointains théâtres exotiques. Nous voudrions nous rassurer en pensant qu'il s'agit là de « conflits gelés » dont les parties prenantes, à la satisfaction de voisins géographiques plus éloignés, seraient résignées et s'accommoderaient du *statu quo* territorial. Du point de vue russe, les « Etats *de facto* » mis en place et soutenus dans un certain nombre de territoires - « Républiques populaires » du Donbass [en Ukraine](#), Transnistrie en Moldavie, Abkhazie et [Ossétie du Sud](#) en Géorgie-, **constituent des points d'appui pour de possibles et futures entreprises militaires et remaniements géopolitiques.** Lorsque l'occasion se présentera ou que la conjoncture sera plus favorable, de nouvelles avancées militaires et territoriales sont concevables. N'oublions pas que **Vladimir Poutine se veut le nouveau rassembleur des « terres russes »** (voir l'entrée « monde russe » du dictionnaire). D'autre part, le récent nouveau conflit du Haut-Karabakh montre qu'un « conflit gelé » n'est jamais qu'une « guerre suspendue » (Paul Valéry), *i.e.* une guerre reportée. Après un quart de siècle de vaine diplomatie au sein du groupe de Minsk, l'usage de la force armée a permis à Bakou de récupérer une partie des territoires considérés comme azerbaidjanais au regard du droit international. Rappelons les résolutions des Nations Unies votées par tous les membres du Conseil de sécurité, y compris par la France.

Vus de Moscou, l'opération et ses prolongements diplomatiques, avec l'imposition d'un cessez-le-feu (9 novembre 2020) et le déploiement d'une force militaire sur le terrain, renforcent le contrôle du Caucase du Sud. La focalisation française sur la Turquie masque ce qui constitue ce fait majeur, la percée d'Ankara dans la région demeurant limitée ; le « couloir de circulation

» ouvert par la Turquie, à travers le Karabagh et jusqu'à la Caspienne, est sous contrôle militaire russe. Gageons que Vladimir Poutine saura composer avec Recep T. Erdogan, pour à la fois satisfaire une partie des intérêts de la Turquie tout en la contenant. En dernière instance, le pouvoir russe dispose d'une puissance suffisante pour refouler la Turquie, si celle-ci voulait dépasser certaines limites. **Aux yeux de Vladimir Poutine, le grand avantage présenté par la politique de Recep T. Erdogan est d'affaiblir l'unité et la cohésion de l'OTAN.** Cela mérite bien des arrangements et des accommodements sur les théâtres où Russes et Turcs se côtoient et rivalisent, dans le Nord syrien, en Libye et désormais dans le Caucase du Sud. Cette rivalité-coopération très « *old school* » - on apprend à se connaître et à se respecter d'autant plus qu'on s'affronte et s'inflige des coups -, prend l'allure d'un condominium. En l'état des choses, Russes et Turcs s'entendent pour évincer les Occidentaux d'un certain nombre de zones, ce qui est dramatique pour l'Europe puisque lesdites zones sont situées dans son environnement géopolitique. Ne doutons pas que ce processus aura des répercussions jusqu'en Europe occidentale : les frontières se défendent à l'avant.

Par ailleurs, la satellisation pure et simple du [Belarus \(la Biélorussie\)](#) constituerait une avancée pour le projet poutinien de prise en main de l'« étranger proche ». **Si des forces russes étaient déployées au Belarus, la situation stratégique des Etats baltes serait gravement compromise.** Songeons à la vulnérabilité du « passage de Suwalki », objet d'une entrée dans « *Le Monde vu de Moscou* ». Les griefs et ambitions russes sont à l'ouest. Afin de garantir ses arrières, Moscou négocie les termes d'un grand partenariat avec Pékin qui ressemble fort désormais à une alliance, même si elle ne comporte pas d'« article 5 » (la cause de défense mutuelle de l'OTAN). Il n'y aura probablement pas de « *Nixon in reverse* » (une autre entrée), *i.e.* de grande alliance entre la Russie et l'Occident contre la Chine : **à Moscou comme à Pékin, le sentiment dominant est celui d'un déclin irréversible de l'Occident ; l'enjeu futur n'est donc pas de négocier les termes d'un rattachement au système occidental.** Pour toutes ces raisons, la Russie et la menace qu'elle représente doivent être prises au sérieux, d'autant plus que les puissances occidentales se sont notablement affaiblies ces dernières années. La stagnation économique, la récession même, et la crise démographique ne sont pas le fait de la seule Russie. Et les « sociétés libérales avancées », pour parler comme Valéry Giscard d'Estaing autrefois, étalent leurs divisions et leurs faiblesses, jusqu'au sein même de l'Etat-phare de l'Occident (les Etats-Unis). A ce stade de l'analyse, je réalise qu'il manque une entrée « Spengler (Oswald) », un auteur lu et connu en Russie, notamment dans les milieux eurasistes (l'entrée « Grand Espace » prend en compte Carl Schmitt, également lu en Russie). Mais ce n'est que partie remise : les PUF m'ouvrent la possibilité de mettre en ligne des entrées et des articles qui compléteront ou actualiseront le « *Monde vu de Moscou* ».

Copyright Décembre 2020-Mongrenier-Verluisse/Diploweb.com

Plus

« *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* »
éd. PUF, 2020. [Sur Amazon](#)

4e de couverture

Étendue de la Baltique à l'océan Pacifique, voisine de l'Europe, du Grand Moyen-Orient et de la Chine, la Russie incarne « l'Eurasie ». Ce concept désormais central dans le discours géopolitique du Kremlin a une fonction polémologique. Alors qu'un arc de crise parcourt la « plus grande Méditerranée », Moyen-Orient compris, et que l'Arctique fait figure de nouveau front stratégique, le projet révisionniste russe consiste à retrouver un statut de puissance globale, à la mesure de son immensité et en opposition à l'Occident.

Dans ce dictionnaire géopolitique complet et pédagogique, Jean-Sylvestre Mongrenier multiplie les perspectives sur la Russie et l'Eurasie postsoviétique en 550 entrées. Il propose une éclairante analyse des rapports de force et permet de comprendre les représentations géopolitiques à travers lesquelles les dirigeants russes pensent le monde pour y agir.

L'auteur : Docteur en géopolitique, chercheur associé à l'Institut Thomas-More, Jean-Sylvestre Mongrenier est professeur agrégé d'histoire et chercheur à l'Institut français de géopolitique. Auditeur de l'Institut des Hautes Études de Défense nationale, il est également l'auteur dans la collection « Que sais-je ? » de *Géopolitique de l'Europe* (2020) et *Géopolitique de la Russie* (2018).

[Voir sur Amazon](#) « *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* » éd. PUF, 2020.

« *Géopolitique de l'Europe* », QSJ n°4177, éd. Humensis, 2020. [Sur Amazon](#)

4e de couverture

Si l'Europe ne constitue pas un acteur géostratégique global, elle n'est pas non plus réductible à une simple expression géographique. Berceau de la civilisation occidentale, elle est située à la croisée des menaces, dont certaines portent sur son existence même.

Face à cette situation paradoxale, quels leviers mettre en œuvre ? Une confédération européenne fondée sur la libre collaboration des nations et le « partage du fardeau » au sein de l'Alliance atlantique ne pourrait-elle pas relever les défis qui se posent à elle ?

Jean-Sylvestre Mongrenier livre ici une étude rigoureuse, conduite à différentes échelles spatiales et temporelles, de l'environnement stratégique du Vieux Continent, dont les tenants et les aboutissants sont plus que jamais d'actualité.

L'auteur : Docteur en géopolitique, chercheur associé à l'Institut Thomas-More, Jean-Sylvestre Mongrenier est professeur agrégé d'histoire-géographie et chercheur à l'Institut français de géopolitique. Il est également auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale.

[Voir sur Amazon](#) « *Géopolitique de l'Europe* », QSJ n°4177, éd. Humensis, 2020.

Bonus. Masterclass géopolitique. Quels sont les fondamentaux de la puissance ?

Le monde change, tous les jours, peut-être plus vite que jamais, mais la puissance reste. La puissance reste, mais elle change elle aussi, tous les jours, dans ses modalités. Pourtant, il y a des fondamentaux. Lesquels ? C'est ce que vous allez découvrir et comprendre. Ainsi, vous marquerez des points. Des points décisifs à un moment clé.



P.-S.

Jean-Sylvestre Mongrenier est Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Paris-VIII) et chercheur associé à l'Institut Thomas More. J.-S. Mongrenier publie « *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* » éd. PUF, 2020 ; et « *Géopolitique de l'Europe* », QSJ n°4177, éd. Humensis, 2020. Propos recueillis par Pierre Verluise, docteur en géopolitique, fondateur du *Diploweb.com*